



ASSOCIATION —————
VÉGÉTARIENNE —————
DE FRANCE

14 mars 2008

REVENDEICATION CONCERNANT LES RENCONTRES « ANIMAL ET SOCIETE »

L'Association Végétarienne de France est insatisfaite de la façon dont est discuté le bien-être des animaux destinés à la consommation humaine.

Considérant :

1° Que le bien-être est incompatible avec la production de masse de produits et sous-produits animaux se traduisant par le maintien de 300 millions d'animaux d'élevage, en général dans des conditions intensives, et la manipulation, le transport, l'abattage de plus d'1 milliard d'entre eux chaque année, ainsi que la mise à mort de 600 000 tonnes de poissons,

2° Que la production de masse est entretenue par la demande et la demande elle-même soutenue par la logique de profit des entreprises du secteur de l'élevage et de la pêche,

3° Que le fait d'utiliser des animaux pour se nourrir est sans lien aucun avec une quelconque nécessité biologique, et ne répond plus dans les pays développés à aucune obligation nutritionnelle,

Nous demandons que dans le rapport final des *Rencontres Animal et Société* soit inclus le texte suivant :

« En ce qui concerne les animaux de consommation (animaux d'élevage et produits de la pêche), les participants reconnaissent qu'il est difficile d'apporter des améliorations substantielles à leur bien-être dans les conditions actuelles de production de masse nécessitées par les demandes des consommateurs.

Toute tentative de promouvoir le respect des conditions de vie et de mort des animaux de consommation sur une grande échelle se heurtera nécessairement aux impératifs économiques de productivité et de rentabilité des entreprises de ce secteur.

Conscients de ces limites, les participants admettent que la meilleure solution pour que les animaux de consommation puissent se voir traités conformément à leur statut d'êtres sensibles serait de réduire la production et par conséquent la consommation à des niveaux permettant de satisfaire aux besoins de leur existence.

Ces niveaux ne pouvant être déterminés exactement, il apparaît que la réduction de la consommation devrait être soutenue le plus possible, en même temps que devraient être mis en place des aides à la reconversion pour les secteurs de l'élevage et de la pêche et pour le tissu commercial qui en dépend.

Pour faire en sorte que les habitudes de consommation se modifient dans le sens souhaité, les participants recommandent la rédaction d'un avis officiel sur l'adéquation à la bonne santé humaine d'une alimentation végétarienne équilibrée, comme cela a déjà été fait par les associations des diététiciens nord-américains.

Cette solution de facilitation sans obligation de l'option alimentaire végétarienne, assortie de soutiens à une transformation progressive des industries de l'élevage, de la pêche et des commerces qui en dépendent est acceptée par les participants comme solution la plus cohérente et la plus efficace à la question du bien-être des animaux de consommation.

Cette prise de position - définissant la meilleure politique à long terme - ne s'oppose pas à la mise en place le plus rapidement possible de l'ensemble des mesures ponctuelles présentées dans le Rapport et visant à l'amélioration des conditions d'existence des animaux de consommation. »